

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 13 JANVIER 2024 - n° 1319

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

La bourgeoisie à l'offensive, il faut la renverser !

L'année commence avec de nombreux voyants au rouge pour les travailleurs. Le pouvoir d'achat des classes laborieuses est en chute libre. Les capitalistes accentuent toujours plus l'exploitation des travailleurs et nous démontrent que ce système n'est pas viable. La crise et les guerres qu'elle entraîne nous conduisent vers la barbarie.

Fin 2023 les prix à la consommation ont beaucoup augmenté sur une année. Au mois de novembre en Guadeloupe l'inflation sur l'alimentation était de 8,7 % et de 10,5 % concernant l'énergie. En Martinique elle était de 7,1 % et 10,9 % au mois de décembre. Ce n'est pas la hausse ridicule du smic de 15,61 € net (soit 1,13 %) qui soulagera les travailleurs lors du passage en caisse, ou au moment de payer les factures.

La bourgeoisie et l'État à son service nous annoncent toujours plus de mesures restrictives pour continuer à exploiter plus durement la classe ouvrière. C'est le cas avec la Loi immigration adoptée par le parlement qui s'en prend particulièrement à la partie de la classe ouvrière venue de l'émigration. Nous diviser entre exploités, voilà l'objectif de cette loi.

Les réformes de Pôle emploi (aujourd'hui France-Travail) et du RSA s'en prennent à la classe ouvrière privée d'emploi, qui sera surveillée, sanctionnée, et contrainte d'accepter une activité imposée pour ne pas perdre son seul revenu de subsistance. Aucune contrainte ne s'applique de la sorte au grand patronat pour interdire les licenciements

et obliger à embaucher. Les cadences au travail s'intensifient et les conditions se dégradent. En septembre 2023, ce sont 98 salariés de la compagnie Air Antilles qui ont été licenciés en Guadeloupe et en Martinique.

Tout cela est la conséquence d'une crise profonde du système capitaliste doublé d'un colonialisme qui montre ses muscles. La bourgeoisie ne maîtrise pas les contradictions de son propre système. La concurrence libre conduit à la faillite les capitalistes les plus faibles, et concentre la richesse aux mains des plus gros capitalistes. En 2023 les entreprises du CAC 40 ont reversé près de 100 milliards d'euros aux actionnaires, dont 67,1 milliards sous forme de dividendes. Des sommes historiques. Ce n'est pas la crise pour tout le monde. Ces riches se gavent sur l'inflation, les cadences infernales imposées aux travailleurs, sur les licenciements et sur la guerre.

La guerre économique à laquelle ils se livrent entre eux conduit à la guerre militaire entre les différentes puissances. Les dirigeants seront prêts à lancer les travailleurs dans une nouvelle boucherie, si cela leur permet de continuer à remplir

les coffres d'argent. Les différents foyers de guerre comme en Ukraine pourraient à tout moment entraîner les puissances impérialistes dans un conflit généralisé.

L'espoir et l'avenir sont du côté des travailleurs, s'ils parviennent à se rassembler pour lutter contre les capitalistes et leur système. Il faut que les idées de luttes pénètrent à nouveau la classe ouvrière. C'est par des combats collectifs et conscients, par des grèves, que les travailleurs pourront imposer aux capitalistes des augmentations de salaire, l'échelle mobile des salaires, des embauches massives, la répartition du travail entre tous.

Les victoires des travailleurs ne pourront que renforcer la confiance en leur propre force. Elles ne pourront que renforcer la conscience de classe chez les opprimés. Cette conscience est la meilleure arme que puissent avoir les travailleurs dans la guerre que leur mène la bourgeoisie capitaliste. C'est armés de cette conscience que les travailleurs pourront aller jusqu'à renverser le capitalisme pour construire un monde débarrassé des exploités capitalistes, une société communiste.

Guadeloupe

Banane : Grève sur la plantation SCEA
LIRE p. 2

Martinique

Nord Caraïbe : des usagers en colère



LIRE p. 2

Guadeloupe

Grève aux cliniques Les Eaux Claires et La Providence
LIRE p. 2

Haiti

Face aux gangs, la force des masses organisées



LIRE p. 8

Martinique

Nord Caraïbe : des usagers en colère

Des usagers ne veulent pas être menés en bateau. Durant la première semaine de janvier 2024, des usagers et la population de Case-Pilote constitués en comité, ont fait entendre leur exaspération sur les ondes de TV Martinique première. Ils protestaient contre le fait que la desserte de la vedette de transport maritime entre leur commune et Fort-de-France, ne fonctionne pas correctement depuis plusieurs semaines.

« Il est regrettable qu'aucun moyen maritime régulier ne soit mis en place entre St Pierre, Case-Pilote pour rallier Fort-de-France, pour nous permettre de nous déplacer correctement. Déjà, les transports en commun par voie terrestre sont difficiles. Les usagers sont des fois obligés d'attendre plus d'une heure pour avoir un bus, sachant que le matin ou en fin d'après-midi, près d'une heure d'embouteillages

sont nécessaires pour parcourir seulement... une dizaine de kilomètres jusqu'à Fort-de-France. Alors qu'en vedette, il nous faut près de 20 minutes de transport. Et ce n'est pas de l'argent qui manque à la collectivité pour remédier à cette situation » a souligné un représentant de ce comité.

En tout cas, ni la poudre aux yeux lancée par le président de la CTM par ses vœux de bonne

année, ni les déclarations rassurantes de l'élu de Martinique Transport, n'ont touché ces usagers. Ils exigent qu'une desserte

maritime convenable soit mise en place et entendent rester « vétyatifs ».



Le port de Case Pilote.

Hôpital de Trinité : incurie de l'État

Jeudi 21 décembre 2023, lors d'une réunion de la Communauté d'Agglomération CAP Nord, la directrice de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Martinique a déclaré que le terrain fourni par la ville pour la construction du nouvel hôpital de Trinité n'était pas adapté. Une annonce qui a déclenché incompréhension et colère chez les personnels et les élus.

Personne ne peut le nier : l'hôpital de Trinité est dans un piteux état. Depuis des années, la situation n'a cessé de se dégrader. C'est la conséquence de la politique de l'État, qui en dépit des alertes, des mobilisations des personnels de l'établissement, des interventions des élus, a tout fait pour repousser sous divers prétextes la reconstruction de cet établissement pourtant indispen-

sable dans une zone géographique sinistrée sur le plan médical. En outre, le tremblement de terre survenu en novembre 2007 n'avait rien arrangé, contraignant les autorités à supprimer plusieurs niveaux pour alléger le poids du bâtiment principal. Il y a quelques mois, c'est la maternité qui était obligée de fermer et les agents envoyés à la MFME (maison de la femme

mère-enfant) à Fort-de-France, et en novembre 2023, des agents exerçant aux Urgences s'étaient mobilisés pour dénoncer la vétusté des locaux et les conditions de travail.

Et voilà que les l'ARS découvrent, après des années, que le terrain mis à disposition, aurait un handicap : sa topographie qui engendrerait un surcoût en cas de reconstruction.

En réalité, l'État fait tout pour ne pas assumer ses responsabilités s'agissant des services publics indispensables à la grande majorité de la population : eau, éducation, santé, transport, etc. Sa principale préoccupation, c'est le bien-être financier des capitalistes qu'ils arrosent de subventions, exonérations ou commandes militaires de plusieurs milliards.

Guadeloupe

Grève sur la plantation SCEA

Les ouvriers de la plantation de banane située à Fonds Cacao sont en grève depuis le 2 janvier. Ils réclament leur salaire du mois de décembre et la prime de fin d'année. Le patron Frédéric Minatchy prend du temps pour

payer le salaire malgré ses promesses. C'est un menteur et un hypocrite. Finalement le salaire du mois de novembre a été payé le 18 décembre. Les conditions de travail sont aussi à mettre à plat. Le patron peut régler les

problèmes car il n'y a que quatre ouvriers sur la plantation. Les grévistes ont fait appel aux ouvriers des autres plantations où il y a les mêmes problèmes. Ils ont dit qu'ils soutiennent mais ne se sont pas mis en grève. Les ou-

vriers de la SCA poursuivent la grève jusqu'à ce que leur retard de salaire soit réglé définitivement et que la prime de fin d'année leur soit versée.

Grève aux Cliniques Les Eaux Claires et La Providence

Le 8 janvier, une centaine d'employés des cliniques Les Eaux claires à Baie-Mahault et la Providence aux Abymes se sont mis en grève pour dénoncer les attaques de leur direction. Cette dernière veut remplacer la convention collective actuelle

par une moins avantageuse pour les salariés. Par le passé, les salariés ont mené des combats pour obtenir cette convention locale qui régit les obligations de l'employeur envers les salariés. Avec la nouvelle convention nationale que veut imposer la di-

rection, certains jours chômés et fériés applicables en Guadeloupe disparaîtraient.

Depuis l'arrivée de cette direction, les attaques fusent contre le personnel qui perd au fur et à mesure ses avantages. Cette fois, la direction se heurte à la déter-

mination des travailleurs.

DH : les grévistes ont mis fin à la grève le 10 janvier après avoir obtenu notamment le maintien de la convention collective locale mais également la cédésation de contractuels.

Aéroport : grève à la DGAC

Le 1er janvier, des travailleurs de la Direction générale de l'aviation civile au Raizet sont entrés en grève.

Ils se sont mobilisés par solidarité avec leurs collègues de Guyane, car la direction a décidé de supprimer des postes. Les

agents de la Martinique avaient aussi déposé un préavis de grève. Vive la solidarité entre travailleurs !



La tour de contrôle du site de la DGAC au Raizet.

Lamentin. Affaire Lambert : la population a expulsé les locataires

Thierry Lambert possède une maison au Lamentin. Depuis huit mois alors que le bail a pris fin, les locataires n'ont pas payé leurs loyers. Monsieur Lambert se retrouve sans ressources et ne

peut payer ses charges : eau, électricité, internet. Il vit avec ses deux enfants et sa femme enceinte sur un terrain familial sous une tente à Deshaies. Une trentaine de personnes de la po-

pulation se sont mobilisées pour exiger le départ des faux locataires sur décision préfectorale. Les squatters ont dû quitter la maison. Cette victoire est due à la mobilisation de la population.

Selon Hubert Quiaba qui dirige le collectif mobile près de 20 personnes sont dans la même situation. ■

Éducation nationale : encore des suppressions de postes !

À la prochaine rentrée scolaire en 2024, la rectrice a prévu de supprimer 107 postes d'enseignants, au prétexte qu'il y aurait moins d'élèves.

Le nombre d'élèves a diminué de 25 % dans le premier degré et de 16,5 % dans le second degré. Suite à la publication du classement PISA (Programme international de suivi des acquis) en décembre 2023 il s'avère que le niveau baisse en France. Le niveau des élèves s'est dégradé en mathématiques et en compréhension de l'écrit. Le ministre de l'éducation Attal a annoncé des mesures qui sont censés améliorer le savoir des élèves. Comment pourrait-il avoir une amélioration avec ces suppressions de postes surtout en Guadeloupe où le niveau est bien plus bas qu'en France hexagonale ?

La rectrice applique la politique

de restrictions budgétaires du gouvernement. Comme pour tous les services publics utiles à la population, l'enseignement public est sacrifié, aggravant l'échec scolaire surtout des enfants des milieux populaires. En Guadeloupe, ce sont 30 % des jeunes qui sortent du système scolaire sans aucune qualification. Les syndicats ne cessent de dénoncer le manque de moyens, les classes surchargées. Il faudrait au moins 200 postes d'enseignants supplémentaires pour lutter contre la baisse du niveau scolaire et contre l'échec scolaire.

Les mesures du gouvernement ont pour but de justifier les res-



trictions budgétaires, l'enseignement public, comme tous les services publics, les hôpitaux, sont victimes du sacrifice du budget de l'Etat à la classe bourgeoisie. Les conséquences pour les enfants des milieux populaires :

aggravation de l'échec scolaire, montée de la violence à l'école, recrudescence de l'illettrisme. Des centaines de jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification. ■

Martinique

Il faut clouer la bouche de De Reynal. Cela lui rappellera quelque chose à lui et ses semblables !

Le 23 décembre 2023, Emmanuel De Reynal a publié une tribune « Quand nous ne sommes pas condamnés par la chlordécone... ».

Dans cette dernière, il appelle la population à arrêter de se plaindre de la présence du chlordécone en Martinique et à se débrouiller pour être en bonne santé. Sa tribune est truffée d'injonctions du type « y-a-qu'à faut qu'on ». Selon De Reynal, il suffirait de manger mieux pour

ne pas tomber malade à cause du chlordécone, voire de l'éradiquer !

C'est tout simplement du mépris pour la population et les travailleurs agricoles qui sont aujourd'hui pratiquement tous malades de cancers différents à cause de l'exposition au chlordécone. Eux

aussi, il suffirait qu'ils mangent mieux et tout irait bien ?

Emmanuel De Reynal est un béké, descendant d'esclavagistes. Ce sont de riches patrons békés qui ont implanté le chlordécone dans les plantations de bananes en Guadeloupe et en Martinique tout sachant qu'il était toxique et

interdit. Avec sa tribune, De Reynal défend son camp de riches patrons. Les travailleurs n'ont rien à en tirer.

Les 16 de Basse-Pointe avaient déjà montré ce qu'il fallait faire de ces blancs racistes et arrogants.

Fragilité des séniors

45 000 retraités soit deux retraités sur trois sont en situation de fragilité sociale en Martinique.

Tels sont les chiffres qui ressortent de la dernière analyse conjointe de la Sécurité Sociale et de Pôle Emploi publiée dans le France Antilles du 4 janvier dernier. « On gère près de 95% de la population ! Cet observatoire est intéressant parce qu'il va vraiment sur les différents types de fragilité qu'on trouve. Ça peut être des fragilités en termes de santé, des fragilités sociales,

économiques, et fonctionnelles » explique l'attaché de direction de la Sécurité sociale. Il est possible de gérer ces données commune par commune, voire quartier par quartier pour les communes importantes.

Ces précisions pourraient d'après les experts de la Sécurité Sociale et de Pôle Emploi améliorer la prise en charge des séniors et celle de

leur entrée en retraite à partir de 50 ans.

Mais cette situation est connue depuis des années. En 2012, déjà, plus de la moitié des 55 000 retraités martiniquais, vivaient toujours en dessous du seuil de pauvreté, avec des pensions très faibles.

Le nouvel outil informatique met d'abord à nu la permanence de la situation scandaleuse de milliers

de vieux travailleurs qui se sont escrimés pour produire dans les champs, sur les chantiers, pour faire fonctionner la société, payés avec des salaires de misère et bien souvent non déclarés par leurs employeurs. Ce constat est révoltant. Et déjà, leurs pensions doivent être portées à un minimum de 2000 euros net, en prenant sur les profits des plus riches !

France

Attal aux ordres

Gabriel Attal, 34 ans, vient d'être nommé Premier ministre pour succéder à Élisabeth Borne.

Auparavant porte-parole du gouvernement, ministre délégué aux comptes publics puis ministre de l'Éducation nationale, Attal est bien du sérail. Attal est et sera un bon exécutant de la politique

de la bourgeoisie française comme l'est l'ensemble du gouvernement Macron.

En le nommant Premier ministre, Macron fait aussi des calculs électoraux.

Face à Jordan Bardella, 29 ans, président du Rassemblement national (RN), Macron aligne Attal, son jeune poulain.

Après l'ère Borne, désormais les réformes anti-ouvrières et anti-

pauvres continueront sous l'ère Attal.

France travail : changer de nom pour continuer les attaques

« France travail » vient de remplacer « Pôle emploi » le 1er janvier 2024.

Toute la communication autour du logo qui est censé avoir été dessiné par des agents de Pôle emploi mais qui coûtera 10 millions d'euros ne peut pas supprimer les véritables changements en cours depuis des dizaines d'années contre les demandeurs d'emploi. Les réformes successives de l'assurance chômage ont réduit drastiquement les allocations des chômeurs. Le gouvernement annonce qu'il va désormais s'en prendre aux demandeurs de plus de 55 ans dont il sait pertinemment qu'ils ont moins de chance de retrouver du travail. De 27 mois d'allocations maximum, leurs droits vont être réduits à 18 mois comme ceux de l'ensemble des chômeurs.

Quant aux allocataires du RSA qui seront contraints d'effectuer 15 heures d'activité gratuite sous peine de suppression de leur allocation, ils seront tous inscrits obligatoirement à France travail au plus tard à la fin de l'année 2025.

En contrepartie, aucune contrainte ne s'impose aux employeurs avec France travail comme précédemment à Pôle emploi. L'objectif de France travail c'est la diminution du nombre de demandeurs d'emploi par des radiations, la suppression des allocations, la précarisation à outrance des chômeurs dans des petits boulots, mais pas d'éradiquer le chômage.



Israël/Liban

Vers une guerre régionale ?

Le 2 janvier, une frappe attribuée à Israël a tué un haut responsable du Hamas, Saleh al-Arouri, et six autres cadres du mouvement islamiste palestinien dans la banlieue de Beyrouth au Liban. Le 6 janvier, le chef du Hezbollah, le gouvernement libanais soutien du Hamas, a annoncé avoir lancé des roquettes sur le nord d'Israël en riposte.

Cette escalade guerrière a lieu dans le contexte de la guerre que mène Israël contre le peuple palestinien et ses dirigeants depuis plus de 75 ans. Cette guerre est une guerre coloniale car Israël veut étendre son territoire au détriment des populations palestiniennes.

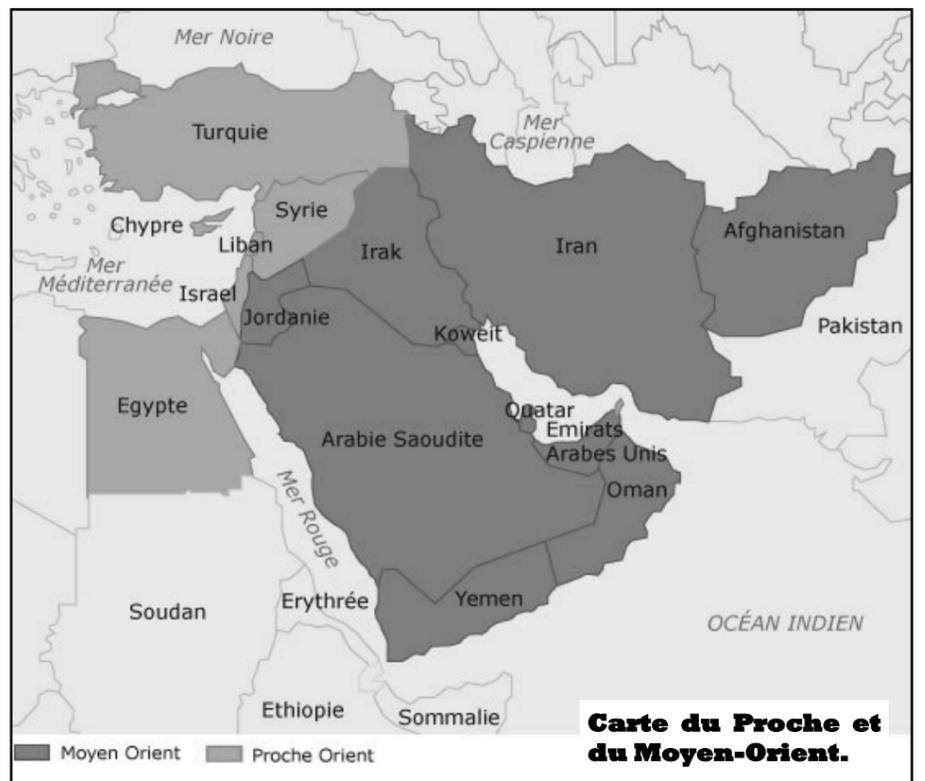
Les pays impérialistes dont les États-Unis et la France soutiennent et arment Israël qu'ils utilisent comme un bout d'Occident au Moyen-Orient, comme un chien de garde dans cette région riche en pétrole et qui représente un carrefour commercial inestimable. Israël est peuplée par des Juifs européens et leurs descendants ayant fui les persécutions en Europe au 20ème siècle. Géographiquement, Israël est entouré par des pays arabes hostiles aux Occidentaux : le Liban, la Cisjordanie, la Syrie, l'Iran, l'Égypte...

Depuis l'attaque sanglante lancée par le Hamas contre des

Israéliens le 7 octobre 2023, Israël a intensifié sa guerre contre la Palestine. Elle se venge en exterminant la population palestinienne de Gaza à coup de bombes. Le bilan serait actuellement de 22 185 morts à Gaza dont plus de 5 350 enfants et au moins 3 250 femmes. Israël veut rayer Gaza de la carte.

Les principales victimes de toute cette barbarie sont les populations de part et d'autre des frontières. D'un côté, les dirigeants israéliens et leurs alliés occidentaux mènent les travailleurs et le peuple israéliens dans une impasse sanglante. De l'autre côté, le Hamas, le Hezbollah et toutes les organisations islamistes anti-impérialistes de la région ne sont pas les représentants des masses pauvres, ni au Liban ni en Cisjordanie ni à Gaza.

Si les classes exploitées à Gaza, au Liban, en Israël et dans tout le Moyen-Orient veulent mettre fin à cette boucherie et se débarras-



ser de leurs chefs nationalistes et guerriers, elles devront forger leurs propres organisations, communistes, prolétariennes et

trouver le chemin de la révolution communiste aux côtés de la classe ouvrière internationale.

Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine se poursuit depuis maintenant près de deux ans : elle a débuté le 24 février 2022 avec l'invasion des troupes russes.

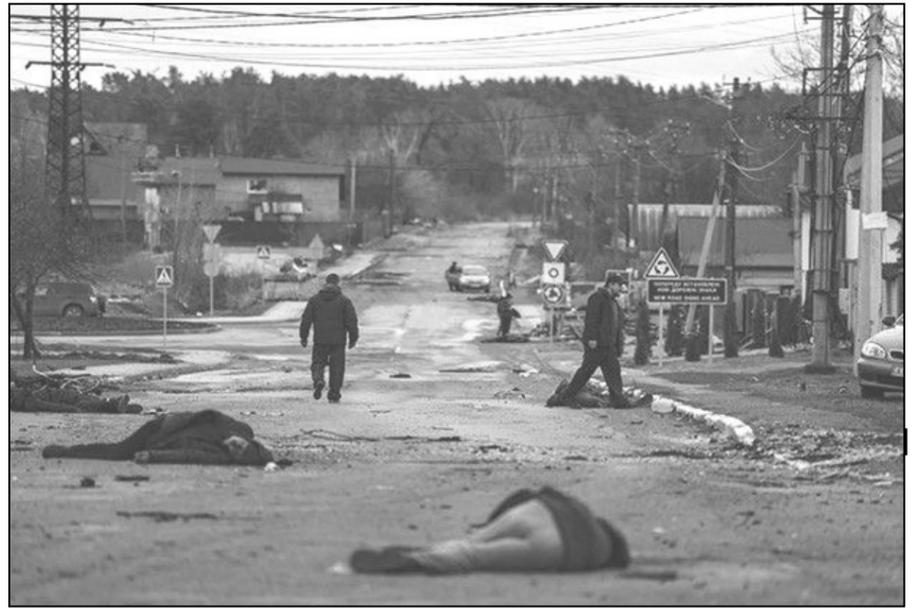
La guerre menée par Israël en Palestine l'a fait passer au second plan sur les médias, mais les affrontements entre troupes russes et ukrainiennes continuent avec leur lot de dizaines de milliers des victimes.

L'aide financière et militaire des pays occidentaux à l'Ukraine est toujours présente : 60 avions de combat F16 devraient être livrés à l'Ukraine par quatre pays d'Europe, accompagnés d'une formation pour les pilotes. L'occident livre également des missiles anti drones. Cependant sur le plan financier, le démarchage effectué par Zelensky auprès des États Unis n'a pas été un succès. Les 61 milliards sollicités n'ont pas obtenu l'aval du Congrès. De même l'Union européenne

n'a pas débloqué les 50 milliards escomptés.

Sur place, le conflit s'enlise. L'Ukraine n'a pas pu regagner de part notable sur le territoire occupé. Les affrontements se soldent par des avancées et reculs de quelques km², avec de lourdes pertes humaines. La pression russe semble même se renforcer.

En Ukraine, les compagnes et mères de soldats manifestent quotidiennement pour leur retour. De même en Russie, leurs homologues ont bravé le pouvoir en déposant des fleurs au pied des murs du Kremlin. La volonté du président ukrainien Zelenski de mobiliser 500 000 hommes supplémentaires en 2024 fait grincer des dents.



Des civils gisants dans les rues de Boutcha en avril 2022.

Quelle que soit l'issue de cette guerre, les gagnants sont ceux qui en ont tiré profit : les capitalistes marchands d'armes.

Les perdantes sont les populations ukrainienne et russe qui ont fourni la chair à canon.

La puissance financière de l'esclavage pour la bourgeoisie

« Au Lloyd's, marché britannique de l'assurance, une plongée dans les archives de l'esclavage » par Eric Albert (Londres, correspondance). Ci-dessous des extraits. Les textes soulignés sont nos commentaires.

Cette publication du journal Le Monde fait revivre le passé honteux de l'esclavage. Nous pensons que nos lecteurs y trouveront intérêt. Il s'agit d'un véritable dossier sur les assurances que prenaient les esclavagistes lors de l'odieux transport maritime d'Africains vers les colonies de France, d'Angleterre, de Belgique et les États-Unis. Il y avait de grosses fortunes en jeu et des risques de pertes financières tout aussi grosses. Les planteurs se sont rendus en Angleterre pour signer des contrats d'assurance avec le Lloyd's.

Nous citons :

C'est le résultat d'une enquête : « L'institution financière a ouvert ses archives, révélant l'ampleur de sa responsabilité dans l'esclavage et l'importance de ce « commerce » pour le développement de l'économie britannique ».

Plus loin dans le texte, la relation entre assurance et esclavage sera présentée clairement sous le titre : L'esclavage, clé du développement de la finance.

Nous citons :

Le travail autour des archives du Lloyd's fait partie d'une prise de conscience plus large parmi les historiens du poids de l'esclavage dans le développement de la Grande-Bretagne des XVIIe et XVIIIe siècles. Non seulement l'argent des colonies aide la croissance, mais il a aussi profondément changé le fonctionnement du capitalisme, en particulier à la City. « La relation allait dans les deux sens : la finance a très largement stimulé le trafic

d'esclaves, mais le trafic a aussi apporté des innovations dans la finance » explique Pat Hudson, professeure émérite à l'université de Cardiff.

Dans le texte ci-dessous, des détails sur les relations entre esclavagistes et assureurs concernent le traitement des esclaves, véritables marchandises. Quelques passages sont glaçants.

Nous citons :

Le document est plus jauni d'un côté que de l'autre mais très bien conservé. Il s'agit d'un formulaire administratif à l'ancienne, pré-imprimé, avec des espaces vides à remplir. Un jour d'août 1794, Fermin de Tastet est entré dans le bâtiment du Royal Exchange, au centre de la City, pour négocier l'un de ces contrats d'assurance types. Rien de plus banal pour ce riche marchand espagnol basé en Angleterre.

Son confrère Sebastian de Lasa y Irala, qui vit alors à la Havane, lui a demandé de s'occuper de couvrir les risques du *Guipuzcoa*, une frégate accostée à Liverpool, qui doit partir pour les côtes africaines et transporter des « marchandises » jusqu'aux Antilles. Seule particularité : il s'agit d'esclaves.

Fermin de Tastet a vraiment bien travaillé. « Au nom de Dieu, Amen ! » comme débute le contrat, un accord est trouvé. Une vingtaine d'assureurs se sont rassemblés pour couvrir les risques. Le navire est assuré à hauteur de 3 800 livres, soit 450 000 euros d'aujourd'hui. « Les esclaves

Les premiers locaux de la Lloyd's en 1765 à Birmingham.



sont valorisés 45 livres chacun » précise une note écrite à la main. Soit environ 5 000 euros actuels. Le nombre d'esclaves transportés, bien qu'incertain, est estimé autour de trois cents.

Preuve que le secteur de l'assurance était déjà bien développé, tout était prévu, même le plus glaçant des détails. En cas de mort d'un esclave à la suite d'une rébellion, sa valeur était assurée, au-delà d'une tranche de 5 %. Si la mort se déroulait sur l'un des canots utilisés pour transporter les hommes entre le bateau et la terre ferme, un lieu jugé plus risqué, la franchise passait à 10 %. La « guerre », le

« piratage » et la « barbarie » (mauvaise conduite de l'équipage) étaient couverts.

En revanche, une « simple » mort naturelle sur le bateau, notamment de maladie, était exclue de la police d'assurance, parce qu'elle était trop commune. Selon l'estimation de la base de données Transatlantic Slave Trade qui détaille le transport des 12,5 millions de personnes victimes de la traite humaine transatlantique, 12,2 % des esclaves sont morts pendant la traversée. L'hécatombe était d'une telle ampleur que les risques étaient trop élevés pour les assureurs.

Il y a 65 ans, la révolution cubaine

Le 1er janvier 1959, après plusieurs années de guérilla, Fidel Castro et une partie des siens s'emparent de la ville de Santiago de Cuba dont il fait la capitale provisoire. Le même jour, ses troupes, le « Mouvement du 26 juillet », s'emparent de la Havane sous le commandement d'Ernesto Guevara. Fidel Castro entre à la Havane le 8 janvier sous les ovations de la foule. La dictature de Fulgencio Batista est tombée.

Cuba, colonie

Cuba, qui fut une colonie espagnole jusqu'en 1898, se retrouva rapidement sous la coupe de l'impérialisme américain. Après la Seconde Guerre mondiale, la capitale la Havane est un foyer de corruption, dominée par la mafia américaine : drogue, casinos, prostitution. Cuba est surnommée « le bordel des Amériques ». En dehors de la ville, la population est réduite à la misère, 500 000 paysans n'ont que trois à quatre mois de travail par an. Un quart des habitants sont illettrés. Les régimes corrompus vont se succéder.

Le 10 mars 1952 un général, Fulgencio Batista prend le pouvoir par un coup d'État. Il instaure une dictature militaire sur l'île, réprimant sévèrement ses opposants. C'est dans ce contexte qu'a lieu la révolution menée par Fidel Castro.

Fidel Castro, un jeune avocat Cubain, a rejoint le Parti du Peuple Cubain, un parti nationaliste qui s'oppose au gouvernement de Batista. Le parti est rapidement dissous. Le 26 juillet 1953, Fidel Castro et 150 de ses compagnons s'attaquent à la caserne de la Moncada située près de Santiago, en espérant créer un soulèvement de la population contre Batista. L'opération échoue, le groupe subit une sévère répression et Fidel Castro est emprisonné. La figure de Castro devient alors dans la population un symbole de la lutte face à la dictature.

En 1955, Fidel Castro est libéré, il s'exile et crée au Mexique une organisation de résistance : le « Mouvement du 26 juillet, ou M-26 ». À Cuba il y a de l'agitation, les étudiants se mobilisent, les travailleurs de la canne font grève, l'armée aussi est agitée. En décembre 1956, Fidel Castro, rejoint par plusieurs partisans dont Ernesto Guevara, débarque à Cuba avec 81 hommes. Une grande partie d'entre eux sont massacrés par l'armée de Batista. Les survivants se réfugient dans les montagnes, la Sierra Maestra. C'est là que petit à petit le groupe de guérilleros va se renforcer. Il reçoit le soutien des paysans pauvres de la sierra puis de la classe moyenne des villes qui ne supporte plus la dureté du régime.

Dès 1957 ils mènent des at-

taques ponctuelles dont certaines sont victorieuses comme celle de la caserne de La Plata. Le 30 juillet 1957, un des leaders du M-26 est assassiné. Il s'ensuit une grève générale qui démarre à Santiago et se répand dans tout le pays. En 1958 Batista met le pays en état de siège et durcit la censure. En mai 1958 après un appel à la grève manqué, lancé par Fidel Castro, Batista décide d'envoyer 10 000 hommes dans la Sierra Maestra pour éliminer les guérilleros. L'offensive de Batista échoue tandis que l'armée rebelle gagne toujours plus de territoires.

La chute de Batista

Les États-Unis finissent par lâcher Batista qui ne leur est plus d'aucune utilité. Batista s'enfuit le 31 décembre 1958 à Saint-Domingue avec 40 millions de dollars en poche. Le lendemain, 1^{er} janvier 1959, les troupes de Castro s'emparent du pouvoir.

Le 8 janvier à la Havane, le nouveau gouvernement s'installe, Fidel Castro s'adresse au pays et demande à la population de restituer les armes à l'armée et de retourner au travail « *À partir d'aujourd'hui, les festivités de la révolution sont terminées ; demain sera un autre jour de travail comme n'importe quel jour* ».

Fidel Castro et ses camarades combattants voulaient libérer Cuba de la dictature féroce et corrompue, à la solde des compagnies américaines. Ils voulaient mettre fin au pillage, permettre un certain développement agricole et industriel, et sortir la population de sa misère noire. Ce qu'il parvint à faire, en nationalisant les compagnies, en rendant l'instruction obligatoire, la santé gratuite. Il réduisit au sein d'un pays pauvre les grosses inégalités malgré l'embargo des États-Unis.

Il s'appuyait sur la population des campagnes, sur une partie de la petite bourgeoisie des villes, et reçut même au début le soutien de bourgeois libéraux. Il aspirait au développement d'une bourgeoisie nationale qui permettrait à Cuba de prendre sa place parmi les autres nations.

Cuba et l'URSS

Mais le contexte mondial était dominé par l'antagonisme entre les deux blocs, impérialisme



Fidel Castro et ses compagnons défilent triomphants.

nord américain et bureaucratie soviétique. L'impérialisme US n'acceptait pas que se développe à sa porte un régime échappant à son influence.

Castro et son régime ont alors cherché un appui économique et politique du côté de l'URSS, deuxième puissance mondiale à l'époque.

La révolution cubaine, une révolution populaire bourgeoise

La révolution cubaine n'a pas été l'œuvre de la classe ouvrière. Ce n'est que vers la fin de la révolution paysanne dirigée par les castristes que les travailleurs des villes se sont mis en grève et ont rejoint la révolution, Mais ils n'en n'ont jamais eu la direction politique. Aucun parti n'avait ce programme.

Pour Castro il n'a jamais été question de rompre avec l'impérialisme et la bourgeoisie cubaine par une révolution des travailleurs en armes qui exproprient cette bourgeoisie. Il n'était pas question de laisser les masses diriger, encore moins de leur laisser les armes. Cette révolution n'a donc pas fait disparaître les rapports de domination. La nature de la société n'a pas changé, les différentes classes ont surtout été appelées à se rassembler contre l'impérialisme américain. La révolution castriste fut une révolution nationaliste, populaire et bourgeoise.

Jamais les révolutionnaires castristes n'ont cherché à s'appuyer sur la classe ouvrière des pays d'Amérique latine ou des USA. Ils ont cherché à construire un État national pouvant échapper à

l'impérialisme américain.

Cependant la puissance populaire de la révolution cubaine aura permis que jusqu'à aujourd'hui l'impérialisme américain, malgré toutes ses tentatives, n'a jamais pu renverser le régime cubain.

Ce n'était pas suffisant pour créer un système économique qui permette aux masses cubaines de sortir du sous-développement et de la misère. Mais au moins échappaient-elles à une misère bien plus grande qui sévit dans nombre de pays d'Amérique latine dominés par les grandes sociétés capitalistes. Elles n'ont connu ni la dictature des généraux brésiliens ni celle de Pinochet au Chili.

La future révolution ouvrière cubaine et d'Amérique latine, seule chance des travailleurs et des exploités des années à venir

Cette expérience des masses cubaines marque la conscience collective. Mais une révolution dirigée par une petite bourgeoisie, même pauvre, ne peut pas constituer un exemple ou un point de départ pour ébranler le système capitaliste. Cuba est resté isolé, comme un fort assiégé, au sein d'un monde capitaliste.

À Cuba comme ailleurs, seule une classe ouvrière organisée en parti communiste révolutionnaire pourra mener une révolution qui soit un premier pas vers le renversement de ce système pourrissant.

États-Unis : travailleurs en grève

Article du journal trotskyste américain « *The Spark* » daté du 1er janvier 2024.

Voici quelques grèves qui se déroulent actuellement aux États-Unis. Ces grèves peuvent rester isolées et séparées aujourd'hui. Mais d'autres pourraient les rejoindre. De nouvelles grèves apparaissent presque chaque semaine.

Grève des travailleurs de l'alimentation du Minnesota central

Le 22 décembre, 500 travailleurs de cinq magasins d'alimentation du Minnesota central se sont mis en grève pour des questions de personnel, de bas salaires et de refus de négocier. La section locale 663 des TUAC (Travailleurs Unis de l'alimentation et du commerce) a dressé un piquet de grève devant Super One Foods et Cub Foods à Pequot Lakes, Baxter, Crosby et Brainerd.

Parmi les grévistes figurent des travailleurs de longue date. L'un d'entre eux, qui a 39 ans d'ancienneté, a été interrogé : « *C'est une honte de consacrer autant de temps et d'efforts à une entreprise et de ne pas être apprécié. L'entreprise a eu recours à la surveillance et à l'intimidation et*

a rejeté les demandes des travailleurs de poursuivre les négociations en vue d'un nouveau contrat. »

L'esprit syndical est démontré par la mère d'un travailleur. Le travailleur étant trop malade pour tenir un piquet de grève, sa mère est venue prendre sa place sur la ligne et l'a laissé parler à ses collègues grévistes par vidéo !

Les grévistes ont qualifié cette grève limitée de quatre jours à Noël de "dernier recours" pour tenter d'amener l'entreprise à quitter Square One. Un travailleur expérimenté a déclaré : « *C'est pour la prochaine génération. Tout le monde mérite un bon emploi pour sa vie.* »

Travailleurs hospitaliers, Pennsylvanie et Californie

La société Prime Healthcare possède 44 hôpitaux dans 14 États. Deux cents infirmières de deux hôpitaux de la banlieue de Philadelphie et 1 800 infirmières et techniciens de quatre hôpitaux californiens ont appelé à une grève de cinq jours contre Prime,



« Les patients avant les profits ». Des infirmières en grève en septembre 2022 à l'hôpital de Robbinsdale dans le Minnesota.

jusqu'au jour de Noël, pour tenter d'obtenir un contrat décent. Les infirmières affirment qu'il manque cruellement de personnel et qu'aucune nouvelle infirmière n'acceptera de travailler dans ces conditions. « *Nous sommes épuisés, débordés et nous luttons.* »

Les grévistes soulignent qu'ils travaillent pour une entreprise de soins de santé, mais qu'ils ne peuvent pas bénéficier de leurs propres soins de santé ! « *Il y a eu beaucoup d'infirmières qui se sont vu refuser certaines formes de soins, à qui on a dit qu'elles*

devaient aller voir tel ou tel médecin », a déclaré l'une d'entre elles. « *Moi-même, je viens d'avoir un bébé. Pendant ma grossesse, j'ai dû me battre pour obtenir certains soins.* »

La nouvelle offre contractuelle en matière de rémunération est également intolérable. « *Nous étions des héros il y a quelques années et maintenant il y a cette augmentation de 1 % ou 2 % - ce n'est tout simplement pas approprié pour ce que nous faisons, et tout le monde ici ressent la même chose, c'est certain.* »

Dans les entreprises

Écho des Télécoms

Avertissement avec frais

La direction d'Orange Antilles Guyane a finalement jeté à la rue un travailleur malgré une grève de près de 3 semaines. En compensation elle s'est engagée à mettre en place des mesures d'accompagnement pour ce travailleur. Il reste qu'elle a dû se heurter à la solidarité ouvrière pour combattre son sale coup et cela comptera pour la suite.

Tiens, tiens ...

Le nouveau ministre délégué à la transition numérique a reconnu, lors de sa toute nouvelle nomination que 7 millions de ménages ne sont pas éligibles à la fibre.

Dégraissier, racler et étriller

L'État irait accorder aujourd'hui jusqu'à 600 euros d'aide pour l'achat et la mise en place de paraboles aux particuliers. Forcément, à force de favoriser les suppressions d'emplois, il n'y a plus de techniciens nécessaires pour installer la fibre.

Pawòl a travayé bannann

SCEA plantation : grève des travailleurs

15 jours après leur grève pour exiger le paiement de leur salaire du mois de novembre, les travailleurs de la SCEA sont à nouveau en grève. Ils exigent le paiement du salaire du mois de décembre, celui de la prime de fin d'année et le remboursement des agios.

SCEA plantation : la solidarité de tous est nécessaire

Face à ce patron récalcitrant nous comptons sur la solidarité de l'ensemble des travailleurs de la banane. Nous ne sommes que quatre travailleurs permanents sur la plantation, mais déterminés à obliger le patron à nous respecter.

SCA Bois Debout : la table a été mise trop tard

Le 22 décembre les patrons de bois debout ont invité les travailleurs à partager un repas de fin d'année, mais à notre sortie à 13h le repas n'était pas arrivé, tout le monde est parti. Ainsi, une toute petite partie de l'argent provenant de notre exploitation est allée à la poubelle. Au lieu de nous offrir un repas fictif, pourquoi n'augmentent-ils pas nos salaires ?

Échos des hôpitaux (Guadeloupe)

Hémodialyse : on rase gratis ?

La préparation cutanée des patients se fait au bistouri chirurgical car il n'y a plus de rasoir : quel grand luxe !

Hémodialyse : il faut être des patients... patients !

Les week-ends et jours fériés, il n'y a plus de brancardiers. Cela rallonge énormément le temps d'attente pour les patients pourtant fragilisés. Faut-il croire que les jours de fêtes les soins sont différents ?

Maternité : on fait valser les aides-soignantes

C'est devenu une habitude : une seule aide-soignante par équipe et qui en plus doit assurer les deux services ! Parfois elle doit même assurer deux fonctions, celle d'A.S et celle d'Aide puéricultrice.

Voilà une image d'un hôpital public ayant reçu son accréditation sur la peau de son personnel.

Hôpital de Pointe-à-Pitre/ Abymes : un CHU ?

Sous prétexte de gestion de lits, la direction s'est permis d'écrire

aux médecins, de s'assurer de la sortie le plus vite possible de patients pour assurer les rentrées du week-end du nouvel an !

Échos des hôpitaux (Martinique)

Aux Urgences : on en a ras le bol !

Les Urgences de la Meynard étaient surchargées durant les derniers jours de fête. Manque de lits pour faire face à l'augmentation du nombre de patients et plages opératoires débordées. La réorganisation prévue par la direction n'était pas au rendez-vous. Soins et prises en charge limites, fatigue et ras le bol ! Ce n'est plus possible !

Et ça commence à s'entendre !

Des délégations de collègues accompagnées par les syndicats ont fait remonter cette souffrance auprès de la direction. Mais les replâtrages à la petite semaine, ça ne suffit pas. Et il se dit qu'il faudra s'organiser avec un mouvement d'ampleur, toutes catégories confondues, aux Urgences, mais aussi dans les services, pour se faire entendre et arracher des moyens et effectifs nous permettant de travailler sereinement.

RÉUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER VENDREDI 16 FÉVRIER 2024 À 18H30

Thèmes :

- **La situation internationale lourde de menaces de guerre**
- **Haïti : pour la révolution consciente et indépendante des travailleurs et des classes populaires !**
- **Guadeloupe-Martinique : une classe ouvrière qui doit forger son parti révolutionnaire communiste et qui en a les moyens !**

Lieu communiqué ultérieurement.

Haïti

Face aux gangs

En ce début d'année, les gangs tiennent toujours le devant de la scène avec leurs attaques contre la population laborieuse.

Après avoir bloqué la route menant vers les villes du sud, ils bloquent l'accès par la mer. Ainsi, le 6 janvier, un voilier qui assurait le cabotage entre la capitale et ces villes a été attaqué par le gang qui contrôle la zone. Parmi les passagers, des marchandes assurant le ravitaillement des marchés. Au moins sept personnes ont été tuées et les autres kidnappées.

Le 7 janvier la population d'un quartier du centre a découvert neuf corps calcinés jetés dans la rue sur un tas d'immondices. Des victimes supposées de la guerre entre les gangs. Il se dessine ainsi pour les ouvriers une carte des zones à éviter dans le

trajet quotidien pour aller dans les quelques usines qui ont ouvert cette semaine.

Le Premier Ministre Ariel Henry, dans son discours du 1er janvier, promet que son gouvernement a la capacité militaire de maîtriser les gangs avec l'appui d'une intervention de policiers kényans. Une illusion soutenue par certains politiciens et les pays « amis d'Haïti » pas amis des travailleurs.

Une autre solution est celle de Guy Philippe, revenu en Haïti à sa sortie de prison aux USA. Il se pose en révolutionnaire qui sauvera la population des gangs. Cet ancien mercenaire qui a servi

différents gouvernements, défendant toujours les intérêts des possédants de l'époque, ne peut que servir ses maîtres, les bourgeois.

En ce moment la population pauvre courbe la tête sous les attaques, elle se berce d'une nouvelle illusion d'un leader qui renverserait les gangs par son action isolée. Une illusion qui lui permettrait de reprendre une activité habituelle.

Dans les quartiers, l'année passée, on a vu les sursauts prouvant les capacités d'organisation de la population face aux gangs. Dans les usines, les ouvriers ont montré leur combativité face aux

patrons. La révolution dont les médias parlent ne sera une victoire pour les travailleurs que si elle attaque les véritables complices des gangs, la classe dirigeante et les capitalistes. Une révolution dirigée par les travailleurs qui pourra balayer les possédants, les patrons, la bourgeoisie qui exploitent toute la société et produisent le fumier sur lequel poussent ces gangs.

Caraïbes et Amérique latine

Le crime organisé

En 2022, plus de la moitié des crimes commis dans les Caraïbes et en Amérique latine sont ceux du crime organisé. Ce sont des régions où le nombre de meurtres est le plus élevé dans le monde.

L'office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a publié une enquête à la fin de l'année 2023 : dans les Caraïbes 67% et en Amérique du sud 70% des meurtres se font par arme à feu, contre 12% en Europe.

Plusieurs pays des Caraïbes tels que Saint-Vincent-et-les Grenadines, les îles Turques et Caïques, Sainte-Lucie et les Bahamas ont connu des niveaux records d'homicides en 2022 liés au trafic de drogue.

L'essentiel des armes provient des États-Unis.

Les trafics de drogue et les armes dominent ces régions. Ces homicides sont liés aux querelles entre groupes criminels qui se font la guerre pour le contrôle de territoires ou de toutes sortes de trafics.

C'est une illustration de la pourriture du système capitaliste. Aucun moyen n'est mis en place pour développer une économie utile aux besoins de la population pauvre et des travailleurs comme l'amélioration des conditions de vie, des emplois pour tous les chômeurs, des salaires décents. Cette société s'enrichit

sur la production d'armes, de substances de destruction, sur l'exploitation des classes laborieuses.

Pour combattre ces crimes, il faudra faire la guerre à la société capitaliste. Les travailleurs, les masses pauvres auront à s'organiser collectivement et à s'emparer de toutes ces armes pour combattre ce système tout entier. Ce n'est qu'après avoir détruit le capitalisme qu'ils pourront bâtir une société où tous les besoins seront satisfaits, sans armes destructrices et sans trafic de drogue.

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de.....mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 26 58 18

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>